

Allocution du Premier ministre Mulroney devant l'Assemblée générale

Voici des extraits de l'allocution prononcée par le Premier ministre Mulroney devant la 43^e session de l'Assemblée générale de l'ONU.

«... Nous sommes, je crois, à l'aube d'une nouvelle ère où les différends qui ont opposé nos nations deviendront moins importants que les dangers que nous devons affronter ensemble, une nouvelle ère où les actions concrètes pour accroître la sécurité mondiale doivent — et peuvent — s'accompagner d'engagements tangibles à réduire la pauvreté dans le monde en développement et à protéger notre environnement collectif...»

Le Traité FNI (Forces nucléaires à portée intermédiaire) est un des premiers pas historiques sur la voie de la réduction des arsenaux et nous avons une profonde dette de reconnaissance envers le président Reagan des États-Unis et le secrétaire général Gorbatchev de l'URSS, à qui il faut rendre hommage pour leur courage et leur leadership.

Ils ont érigé les fondations d'une œuvre qu'il s'agit maintenant de poursuivre. Nous pouvons réduire les armements stratégiques. Nous pouvons limiter la prolifération des armes nucléaires. Nous pouvons limiter les essais nucléaires, et chaque pas dans cette direction nous rapproche d'une interdiction absolue de ces essais.

Nous devons redoubler d'efforts pour parvenir à un traité interdisant l'utilisation des armes chimiques. À ce propos, je vois d'un bon oeil la proposition du président Reagan de rassembler prochainement les signataires du Protocole de Genève sur l'interdiction des armes chimiques.

Nous devons aussi exercer un contrôle sur les armes conventionnelles. N'oublions jamais que celles-ci ne cessent de faire des victimes. J'encourage cette assemblée à susciter et à accomplir encore d'autres progrès dans le domaine du désarmement.

... En Afghanistan, la tentative d'imposer des solutions par l'invasion et l'occupation a échoué et l'Union soviétique est en train de retirer ses troupes de ce pays. Les Nations Unies demeurent profondément engagées dans la recherche de solutions.

Dans le golfe Persique, aucun pays n'est parvenu à imposer sa volonté par la force. Aujourd'hui, une mission de l'ONU à laquelle participe un contingent

de 500 soldats canadiens assure le respect du cessez-le-feu dans cette région où les combats ont fait, récemment, des centaines de milliers de victimes. Le Canada poursuit ainsi le rôle qu'il joue depuis plus de 40 ans dans les efforts de maintien de la paix, rôle qu'il a toujours assumé volontairement.

Nous avons fait partie de toutes les forces de maintien de la paix de l'ONU depuis sa fondation; ce fut souvent difficile et coûteux, mais nous sommes fiers d'avoir ainsi pu contribuer à apporter la stabilité à des points chauds du globe. Aujourd'hui, une bonne partie de nos troupes sont engagées soit dans des missions de maintien de la paix dans diverses régions du monde, soit dans des programmes d'entraînement en prévision d'interventions futures en faveur de la paix. La remise aujourd'hui du Prix Nobel pour le maintien de la paix rend un vibrant hommage au Secrétaire général des Nations Unies, ainsi qu'aux hommes et aux femmes qui patrouillent courageusement des zones dangereuses pour y faire régner la paix.

Mais les progrès ne sont pas partout aussi évidents que nous le souhaiterions. Le cercle vicieux de la répression et de la violence n'a pas été rompu en Afrique du Sud. Nous en connaissons tous la cause : la violation massive des droits de la personne sous la forme d'un système qu'on appelle l'apartheid. Partout dans le monde, les pressions contre l'apartheid s'intensifient et finissent par donner des résultats. Le monde entier trouve cette pratique odieuse; on doit maintenant faire front commun pour y mettre un terme.

Le Canada a lui-même pris des mesures vigoureuses pour débarrasser notre civilisation de ce fléau unique.

Nous savons cependant que nos efforts resteront vains si nous agissons seuls; c'est pourquoi nous les avons conjugués avec ceux d'autres gouvernements, particulièrement au sein du Commonwealth et de la Francophonie. Depuis le début, nous avons appliqué toutes les sanctions sur lesquelles se sont entendus les États du Commonwealth, et nous continuerons de le faire. Et nous allons chercher à élargir leur application, à accroître leur efficacité et à encourager d'autres pays à se joindre à ceux qui les appliquent déjà.

Fidèle à sa politique d'intensifier de façon systématique et délibérée les pressions sur l'Afrique du Sud, notre gouvernement a annoncé plus tôt cette

semaine qu'il prendrait (i) de nouvelles mesures précises pour resserrer l'interdiction concernant les contrats gouvernementaux des compagnies d'Afrique du Sud, (ii) de nouvelles mesures d'interdiction portant sur les produits de haute technologie, ainsi que (iii) des initiatives visant à appuyer concrètement les efforts pacifiques dirigés contre l'apartheid. En raison de la menace qui pèse sur les grands projets de développement dans les États de la Ligne de front, nous avons l'intention de collaborer avec d'autres pays en vue du maintien de ces initiatives.

Le mouvement en faveur de la dignité humaine est maintenant irréversible. Il se produira inévitablement un changement fondamental en Afrique du Sud; il ne peut y avoir aucun doute là-dessus. Reste à savoir quand et comment se produira ce changement et à quel prix en vies humaines. Nous devons faire en sorte que ce soit bientôt et de façon pacifique, et que soit préservé un cadre propice à l'émergence d'une société démocratique et non raciale en Afrique du Sud. Alors seulement les enfants de Mandela pourront connaître les bienfaits qu'apporte la liberté.

Les problèmes du Moyen-Orient préoccupent cette assemblée depuis la création de l'ONU. Les solutions pacifiques se sont révélées difficiles à appliquer et, en leur absence, on assiste à une escalade de la violence et de l'extrémisme. Mais ce n'est pas une raison pour céder au désespoir; il faut au contraire redoubler d'efforts.

On souscrit de plus en plus aujourd'hui à l'idée d'une conférence internationale convenablement structurée qui serait basée sur le droit d'Israël à l'existence et sur la reconnaissance des droits des Palestiniens. Le Canada estime qu'une telle conférence pourrait favoriser le dialogue et désamorcer une situation qui ne promet guère autre chose que de nouvelles souffrances...

Qui aurait prédit, il y a un an, que l'Union soviétique serait aujourd'hui en train de retirer ses troupes d'Afghanistan, que les troupes vietnamiennes commenceraient à se retirer du Cambodge, que les troupes de maintien de la paix de l'ONU patrouilleraient la frontière entre l'Irak et l'Irak, que les négociations sur l'Angola et le Sahara occidental commenceraient à porter fruit, que le Secrétaire général serait en train de discuter de l'indépendance de la Namibie avec le gouvernement sud-